

La guerre en Ukraine met le négoce de matières premières sous tension

- Les banques se montrent frileuses à financer ce secteur exposé à la Russie.
- L'accès à des liquidités abondantes est toutefois vital au bon fonctionnement de celui-ci, mais les établissements bancaires redoutent de nouvelles sanctions.

MATIÈRES PREMIÈRES

Etienne Goetz
@etiennegoetz

Malgré la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales, pétrole, gaz et métaux en provenance de Russie continuent de circuler à travers la planète. Mais le monde du négoce international de matières premières se prépare à un choc sans précédent. Si les sanctions ne visent pas directement les ressources naturelles, le secteur redoute que ce ne soit le cas prochainement.

La Suisse en serait la première victime. Selon les autorités locales, 80 % des hydrocarbures russes y sont négociés. La plupart des grandes maisons de trading sont installées sur les bords du lac Léman, à Genève. Vitol, Trafigura, Gunvor, les salles de marchés de Total ou encore Glencore, dans le canton de Zoug, tous gèrent leurs opérations depuis la Confédération helvétique. Sans oublier les traders agricoles comme Louis Dreyfus, ADM ou Cargill, qui y sont très présents pour le négoce de grains en mer Noire.

La mécanique s'enraye

Les professionnels du secteur ne sont pas vraiment bavards depuis que la guerre a éclaté. En coulisses, ils assurent que les flux de pétrole et de gaz n'ont pas été affectés. « Notre job consiste à faire le lien entre les producteurs et les consommateurs, et nous continuons à faire notre job », confie un trader basé à Genève. A ce stade, les contrats avec Rosneft ou Gazprom ne sont pas remis en cause et toujours honorés.

Cette belle mécanique montre des premiers signes d'enrayement. « Quand bien même les matières premières échappent aux sanctions, les banques réduisent déjà considérablement la voilure et leur exposition à la Russie, notamment au travers du financement du négoce », explique Jean-François Lambert, ancien banquier spécialisé dans le trading devenu consultant. Dans ce genre de contexte à haut risque, « les banques sont les acteurs les plus réactifs. Or, l'argent, c'est le nerf de la guerre dans le monde du négoce », précise-t-il.



A ce stade, les sanctions ne visent pas directement les hydrocarbures russes, mais le secteur redoute que ce ne soit le cas prochainement. Photo Yegor Aleyev/Tass/Sipa USA/Sipa

ING et Rabobank limitent les financements de matières premières russes, selon Bloomberg. Même les banques chinoises prennent leurs distances avec les produits russes. Lignes de crédit, lettres de crédit et autres instruments... les négociants ont besoin d'avoir accès à des sommes colossales de liquidités pour acheter, transporter et revendre leurs cargaisons. Si la situation se dégrade et qu'une nouvelle salve de sanctions est prise, « les banques auront du mal à financer tout ce qui touche à la Russie, de près ou de loin, pour des raisons de réputation ou de risque », avance le consultant.

Avec la volatilité extrême de ces dernières années, les grandes maisons de trading ont encaissé de juteux profits. Elles disposent d'un

matelas assez épais en cas de coup dur. Mais la Russie représente une part essentielle de leur activité. « Si le commerce de produits russes devient impossible et que la situation dure, cela pourrait obliger les négociants basés en Europe à revoir leur modèle économique », met en garde Jean-François Lambert.

Un caillou dans la chaussure

Les participations dans des projets en Russie sont aussi un caillou dans la chaussure des traders. Gunvor détient par exemple une participation de 26 % dans le terminal de produits pétroliers OJSC Ust-Lug. Trafigura a pris les devants et a annoncé geler ses investissements en Russie. Il regarde toutes les options possi-

bles pour sa participation dans Vostok Oil, un projet de Rosneft censé livrer 30 millions de tonnes de pétrole depuis la mer du Nord à partir de 2024.

Si le secteur est particulièrement exposé à la Russie, c'est non seulement parce que ce pays est un mastodonte des matières premières, mais aussi pour des raisons historiques. Le négoce international s'est développé en Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle autour de l'URSS, qui pendant la guerre froide importait des quantités astronomiques de céréales. Les banques et les négociants européens ont joué le rôle d'intermédiaires entre le bloc de l'Ouest et l'Est. A la chute du mur, la Russie s'est tournée vers eux pour vendre son pétrole. ■

Les prix du blé s'envolent

La mer Noire est l'un des plus grands hubs des échanges mondiaux de la céréale. Or, les ports y sont presque tous à l'arrêt. Le blé enregistre jour après jour de nouveaux records.

Aucun répit pour le marché du blé. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le prix de la céréale s'envole. Comme à Paris, où la tonne de blé gagne 20 % depuis le début du conflit à 353 euros. Mercredi, elle est même montée à plus de 370 euros en séance. Du jamais vu ! Sur le marché à terme de Chicago, le boisseau de blé (environ 25 kg) suit la même tendance. Sa cotation est même régulièrement suspendue car il bute sur les limites de hausse. Depuis le début des hostilités, il a bondi de 28 % à plus de 11,30 dollars. Il faut remonter quatorze ans en arrière pour retrouver de tels niveaux.

Si le marché du blé réagit autant, c'est parce que l'Ukraine et la Russie représentent environ 30 % des échanges mondiaux. En raison du conflit, « les exportations d'origines Ukraine ou Russie sont réduites à quasiment zéro, les ports sur le bassin de la mer Noire n'étant plus actifs à l'exception, pour partie, des origines Roumanie », explique le cabinet Agritel.

Des « primes plus élevées »

« La Russie aura aussi les plus grandes difficultés à exporter du blé car aucun bateau ne souhaite naviguer dans la région. Les assurances vont sans aucun doute exiger des primes plus élevées », ajoute Carsten Fritsch de Commerzbank. Sans oublier que de nombreuses compagnies de fret maritime refusent désormais les livraisons depuis et vers la Russie.

Sur le terrain, « de nombreux contrats sont annulés pour cas de force majeure, et les acheteurs se voient contraints de trouver des origines alternatives », constate encore Agritel. L'Algérie semblerait revenir vers la France pour s'approvisionner en blé. Après les bisbilles diplomatiques entre Paris et Alger sur les visas cet automne, ce client historique de la France avait modifié son cahier des charges pour acheter plus de blé en mer Noire.

Si le marché réagit autant, c'est parce que l'Ukraine et la Russie représentent environ 30 % des échanges mondiaux.

La situation est particulièrement critique pour l'Égypte, plus grand importateur de blé au monde. En 2020, la Russie et l'Ukraine représentaient 86 % de ses importations de blé. Le pays dispose de stocks abondants, lui permettant de tenir plusieurs mois. Mais les cours du blé restent un sujet explosif : la flambée des prix du pain en 2010-2011 avait contribué au déclenchement du printemps arabe.

Les blocages ne devraient pas perdurer au-delà de 2022, estiment les marchés. La tonne de blé pour livraison en décembre à Paris cote à 289 euros. La différence de prix pour un contrat ayant une échéance plus lointaine montre qu'il est « explicitement admis que les perturbations de l'offre en Ukraine et en Russie ne sont que temporaires », relève-t-on chez Commerzbank. — E. Go.